

Monsieur le Président, les francophones hors Québec ont subi un affront injustifiable. M. Chrétien a déclaré, samedi dernier, que sous la pression des gouvernements qui les subventionnent, les Acadiens ont changé d'idée à propos de l'Accord du lac Meech. Ces commentaires ont été dénoncés par les groupes visés et je veux à mon tour dénoncer ces propos calomnieux.

Monsieur le Président, les déclarations de Jean Chrétien sont typiques de la vieille attitude du parti libéral qui a été rejetée à deux reprises par les Canadiens. Jean Chrétien incarne tout ce qu'il y avait de petit et d'arrogant dans le gouvernement Trudeau. J'espère qu'il aura la décence de retirer ses propos injustifiés et erronés et de s'excuser auprès des Acadiens et Acadiennes.

* * *

[Traduction]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, je me sens encore une fois obligé de prendre la parole pour condamner la complicité du Parti libéral en ce qui a trait à l'adoption de la taxe sur les produits et services.

Les libéraux s'opposent-ils vraiment à la TPS?

Des voix: Non.

M. Riis: Les sénateurs libéraux ont-ils refusé que le projet de loi sur la TPS soit présenté au Sénat?

Des voix: Non.

M. Riis: Les sénateurs libéraux ont-ils rejeté le projet de loi sur la TPS à la première lecture?

Des voix: Non.

M. Riis: Les sénateurs libéraux ont-ils rejeté le projet de loi sur la TPS à la deuxième lecture?

Des voix: Non.

M. Riis: Les sénateurs libéraux ont-ils profité de leur majorité pour rejeter la TPS en avril?

Des voix: Non.

M. Riis: En mai?

Des voix: Non.

M. Riis: En juin?

Des voix: Non.

M. Riis: Les sénateurs libéraux ont-ils paralysé les travaux du Sénat pendant plus de 59 minutes en faisant sonner le timbre?

Questions orales

Des voix: Non.

M. Riis: En bref, les libéraux n'ont nullement l'intention de rejeter la TPS. Leurs amis, dans les milieux d'affaires, ne l'accepteront pas. Il suffit de voir la façon maladroite dont Allan MacEachen manie la procédure parlementaire. Ils ne bloqueront pas la TPS.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE SÉNAT

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au premier ministre.

Hier, Willard Estey, ex-juge de la Cour suprême du Canada, a parlé de la controverse soulevée par la décision du gouvernement qui a nommé de nouveaux sénateurs pour faire adopter la TPS. Il a déclaré:

Le gouvernement fédéral aurait pu être prévoyant et consulter lui-même la Cour suprême du Canada. Il aurait alors pris une sage décision.

Je voudrais donc poser au premier ministre la question suivante: pourquoi refuse-t-il de suivre le conseil de ce distingué juriste qu'il aimait citer par le passé, et de s'adresser personnellement à la Cour suprême du Canada pour la saisir dès aujourd'hui de cette question du Sénat? Pourquoi veut-il maintenir ce climat de doute, d'incertitude et de controverse?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon collègue fait allusion à une déclaration qu'aurait faite l'honorable Willard Estey hier.

On me remet à l'instant un communiqué que vient de diffuser le juge Willard Estey, dans lequel il déclare:

On m'informe qu'un article paru hier ou aujourd'hui dans l'un des journaux canadiens rapporte que j'aurais exprimé mon opinion sur la légalité de la nomination de sénateurs du Canada en application de l'article 26 [. . .].

Je tiens tout d'abord à préciser que je n'ai, en aucun temps et aucun lieu, exprimé d'opinion sur la légalité ou l'illégalité de telles nominations, et en particulier sur l'utilisation récente de l'article 26 de la Constitution.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai une autre question pour le premier ministre.